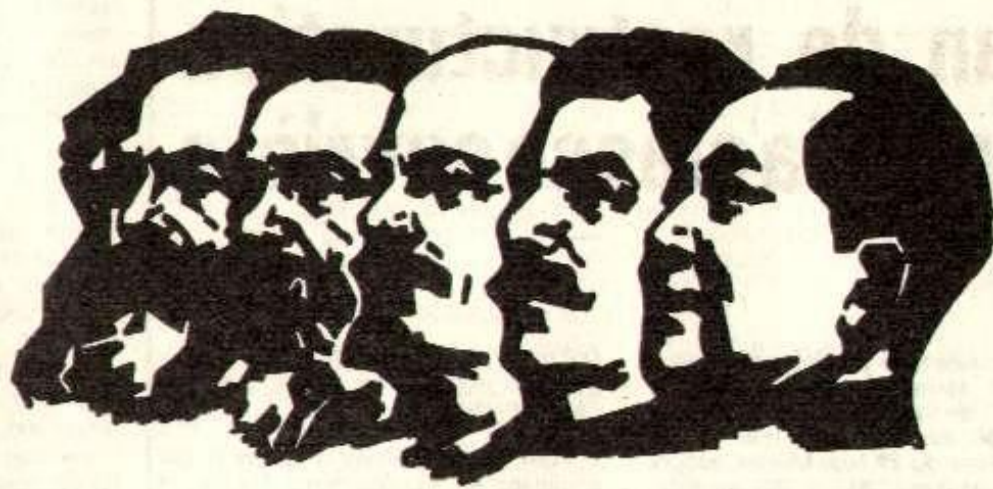


front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 37 / 14 SEPTEMBRE 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 / BP 47 / 69 397 LYON CEDEX 3

**nouvelle agression sioniste
contre les camps de réfugiés palestiniens**

SIONISTES ASSASSINS

Raser les villages palestiniens, exterminer leurs habitants...
l'armée sioniste en action.



Le 5 septembre, un commando palestinien de l'organisation "Septembre Noir" investissait le pavillon israélien aux Jeux Olympiques de Munich. Le régime sioniste, fasciste et raciste, occupe depuis plus de 20 ans le territoire palestinien, et réduit le peuple palestinien à la misère et à l'exil. En échange des athlètes israéliens, le commando palestinien exigeait la libération de 200 prisonniers arbitrairement détenus par Israël, parmi lesquels des officiers syriens kidnappés, il y a quelques mois, en territoire libanais par l'armée sioniste. Plutôt que d'accepter, les autorités sionistes et leurs complices allemands ont préféré condamner les athlètes israéliens, en attirant le commando dans un piège et en ouvrant le feu sur les palestiniens et leurs prisonniers.

LE PEUPLE PALESTINIEN VICTIME DU SIONISME

Qui sont les responsables de la tuerie de Munich ? Qui sont les assassins ?

Les sionistes, depuis 20 ans, pillent, assassinent, torturent, emprisonnent le peuple palestinien. Israël est un état agressif et expansionniste : sa politique est d'occuper des terres, d'en chasser

les habitants pour y installer des colons juifs. C'est de cette manière qu'Israël s'est créé et s'est développé, particulièrement avec l'agression de 1967 contre les pays arabes. Pour chasser les paysans palestiniens, tous les moyens sont bons. Ils sont expropriés par l'armée, sous prétexte de créer des "zones de sécurité militaire". Leurs récoltes sont brûlées, les impôts augmentés (ils atteignent 33 % des ressources), et ils sont donc obligés d'abandonner leurs terres pour aller en ville, grossir l'armée des chômeurs arabes. Les maisons sont rasées sous le moindre prétexte : des milliers de maisons ont été rasées depuis 1967. Les palestiniens ainsi chassés sont enfermés dans des camps de concentration qui se multiplient dans les zones occupées de Gaza et du Sinaï. Ils connaissent ainsi un sort encore pire que celui des 1,7 millions de palestiniens qui vivent depuis 20 ans dans des camps de réfugiés. Tout récemment encore, le 25 août, 2500 palestiniens manifestaient à Jérusalem pour demander la restitution de leurs villages brûlés par les sionistes en 1948. C'est le nom de ces 2 villages Biraam et Ikrit, que portait le commando de Munich.

(Suite page 4)

Le 9 septembre, l'aviation d'Israël bombarde les camps de réfugiés palestiniens installés au Liban et en Syrie, parmi lesquels celui de NAHR EL BAUD (11000 réfugiés) et celui de SAHAM EL GOLAN (100000 réfugiés). Bilan provisoire : 200 morts. Ceux qui ont crié au massacre d'innocents après Munich n'ont pas craint de bombarder des femmes et des enfants et le silence de ceux qui les ont soutenus trahit bien leur hypocrisie.

10 septembre 1972

plan faure : des miettes pour préparer les élections

Quand en juillet 72, Pompidou décide de recréer la façade de son gouvernement pour conserver les chances de succès aux élections de 73 de la combinaison politique actuellement au pouvoir, il créa un "ministère des affaires sociales" à la tête duquel il plaça Faure. Rompu à la démocratie, à la manipulation des mots ronflants, concertation, participation,...., Faure était placé là pour donner pendant la période électorale, l'illusion que le gouvernement s'occupait des exploités.

Faure, Messmer, ont pris leur rôle très au sérieux. Pendant tout le mois d'août, la presse et la radio ont été encombrées de leurs déclarations, de leurs préparatifs de la rentrée, de leurs rencontres avec les syndicats. Le plan Faure, longuement mûri, longtemps annoncé, est enfin connu. C'est une mystification à peine voilée pour la classe ouvrière. Rien sur l'augmentation des salaires, rien sur celle du

SMIC, si ce n'est l'annonce qu'une commission sur la mensualisation du SMIC se réunira en juillet...73. En dehors des "axes de réflexion" du gouvernement, comme dit Messmer, qui ne sont que des bavardages, qu'y a-t-il précisément d'accordé ?

1. Le minimum de l'allocation "vieillesse" est relevé de 10 F par jour à 12 F 30 centimes. 2 millions 1/2 de vieux sont touchés par cette mesure. Parmi eux, beaucoup de vieux travailleurs qui, ayant survécu à 1/2 siècle d'exploitation dans les bagnes capitalistes (14 ans - 65 ans), ne touchent presque rien comme retraite, car ils n'ont pas cotisé dans leurs premières années de travail, la S.S. n'existait pas ! Ainsi les représentants bourgeois se permettent de pavoiser parce que, comme ils disent, ils augmentent de 23 % l'allocation vieillesse : alors que 12 F par jour ne représente même pas le 1/2 du SMIC et représente pour le

vieux travailleur l'unique ressource pour payer loyer, nourriture, chauffage..., alors que la hausse des prix rongera très rapidement ce même avantage de 2 F 30, sans qu'il y ait de revalorisation de l'allocation, alors que chaque jour représente pour le vieux travailleur (tout autant avec 12 F 30 qu'avec 10 F) une bataille pour survivre.

2. Les veuves pourront toucher la moitié de la retraite de leur mari à 55 ans au lieu de 65 ans. Cette mesure toucherait 180 000 veuves, dont il est bien difficile d'affirmer combien sont de familles ouvrières...

3. Les abattements de zone des allocations familiales sont supprimés. Au mieux, pour les familles des régions les plus défavorisées, cela traduit un relèvement de 4 % début janvier, c'est-à-dire par exemple de 15 F pour une famille de 3 enfants. On conçoit que cette mesure ait été prise puis que les

caisses d'allocations familiales sont en constant bénéfice (milliards et demi d'excédent). De toutes les façons, ce complément de 15 F outre qu'il ne touche pas toutes les familles, outre qu'il n'est accordé que dans 4 mois, sera largement absorbé par la hausse des prix intervenue depuis la dernière fixation des allocations.

Toutes les autres mesures ne sont que des projets, des promesses de loi, qui s'ajoutent à autant de lois existantes actuellement... Evidemment la liste des promesses s'allonge : nouvelle loi sur le logement des immigrés, nouvelle loi sur l'égalité des salaires masculin et féminin (la 4^e ou la 5^e depuis la libération), propositions sur l'amélioration des conditions de travail, bref, des propositions telles qu'on en trouve dans le programme commun PS-PC, dans le chapitre "changer la vie, vivre mieux". Par exemple, la revendi-

(Suite page 2)

